



Flash Info

18 janvier 2024

Vers une culture du compromis en France ?

Le lendemain de la censure du Gouvernement Barnier, démis au terme de moins de cent jours d'exercice, le Pacte civique titrait, dans son Flash-info du 6 décembre 2024 : *Comment en est-on arrivé là ? Comment rebondir avec un gouvernement reposant sur « un accord de non-censure » ?* Il ajoutait « *Pour l'heure, [...] le Pacte civique préconise de **faire confiance au gouvernement prochainement désigné** pour agir dans le cadre d'un **accord de non censure** par l'Assemblée nationale, sur un programme limité à quelques sujets majeurs. Ce gouvernement citoyen ne serait pas un gouvernement technique mais pourrait faire appel à des talents issus de la société civile organisée* ».

Un mois et demi plus tard, où en sommes-nous ?

Tout d'abord, il faut le dire, la particularité de la situation politique n'efface pas la sidération causée par le cyclone Chido sur Mayotte. La détresse de la population du département le plus pauvre du pays est toujours sous nos yeux. Le Pacte civique ne se résout pas à considérer ce drame comme un événement qui entre dans un cycle médiatique où un épisode chasse le précédent. Il y aurait beaucoup à dire sur ce drame dans sa dimension sociale, territoriale et climatique. Le Pacte civique y reviendra.

Pour l'heure, on doit hélas s'arrêter sur la situation politique du pays qui ne cesse d'inquiéter. François Bayrou a été nommé Premier ministre le 13 décembre 2024. Son gouvernement a été constitué le 23. Le discours de politique générale a été prononcé devant les députés le 13 janvier.

« La poutre travaille ... »

Cette expression consacrée aux évolutions lentes, à bas bruit, mais inexorables semble s'appliquer. Cependant les préconisations du Pacte civique du 6 décembre mentionnées ci-dessus, prendraient-elles consistance plus rapidement que prévu ?

Tandis que de sérieuses interrogations subsistent, il y a quelques raisons d'être prudemment optimistes.

Au rang des aspects positifs figurent les discussions du gouvernement avec le groupe socialiste, conduites d'abord à Bercy en début d'année par le ministre de l'économie et des finances, puis la semaine suivante, directement avec Matignon. Elles confirment la distance prise par les socialistes avec La France insoumise (LFI), mais surtout actent qu'une démarche ouverte à la recherche de solutions de fond utiles au pays est acceptée entre un parti d'opposition et le gouvernement

Après la chute du gouvernement Barnier, le parti socialiste a compris que le rôle de stabilisateur du jeu politique que voulait jouer le Rassemblement national vis-à-vis de Michel Barnier, pouvait désormais lui incomber. En effet, le vote de la censure obtenu sur un texte de LFI grâce aux voix du RN a fait percevoir ce dernier comme un partenaire prompt aux surenchères et finalement peu fiable car fauteur d'instabilité dès la première occasion.

En acceptant d'entrer en discussion avec le gouvernement Bayrou, le parti socialiste, n'a pas, semble-t-il, pour objectif d'opérer un « renversement d'alliances » en ralliant le « socle commun » constitué des macronistes et de leurs alliés ; il est plutôt d'incarner une alternative crédible à LFI afin de reconquérir, à terme, une vocation de parti de gouvernement. Dans cette perspective, l'option de non-censure du gouvernement qu'il a retenue peut s'avérer féconde puisque le poids des 66 députés socialistes délivre le gouvernement Bayrou de la menace permanente d'une censure du RN, s'alliant sans vergogne avec LFI, comme ce fut le cas le 5 décembre dernier. Elle prive le RN du rôle confortable d'arbitre et de détenteur du droit de vie ou de mort des gouvernements. Elle fait des socialistes des acteurs fiables et responsables d'accords de compromis contractés, sans leur dénier leur appartenance à l'opposition.

Le Pacte civique soutient cette approche ...

... qui permet de sortir du jeu stérile qui bloque le fonctionnement de l'Assemblée nationale. Il faut que soient élaborés des compromis pour que « la machine redémarre », que la France ait un budget pour 2025 et que nous puissions retrouver une voix plus forte au sein de l'Europe.

Dès lors, il était normal que le PS exige des engagements pour ne pas être accusé d'avoir trahi son camp ; il a obtenu des garanties sur l'abandon de la suppression des 4000 emplois dans l'Education nationale qui figurait au projet de budget 2025 de Barnier, l'abandon du déremboursement de certains médicaments, l'abandon des trois jours de carence des fonctionnaires en cas de maladie, des engagements sur la fiscalité des hauts revenus.

La réforme des retraites : la jauge du compromis.

La jauge du compromis reste, pour l'heure, la réforme des retraites. Les partenaires sociaux vont reprendre la main sur le dossier. C'est une ouverture non négligeable et une bonne

nouvelle au regard des conditions dans lesquelles la loi sur les retraites a été adoptée en avril 2023. François Bayrou a balisé le chemin dans sa déclaration de politique générale : d'abord une "mission flash" de la Cour des comptes pour travailler sur "des chiffres indiscutables", puis un trimestre de négociation, « sans totem ni tabou », même sur la mesure d'âge des 64 ans, sous réserve de ne pas "dégrader l'équilibre financier" du système de retraites. Il s'engage en cas d'accord, et même de non-accord complet, après la conférence sociale, à une nouvelle discussion devant la représentation nationale.

Cette dernière devra passer l'épreuve du vote de la loi de finances pour 2025 et de la loi de financement de la sécurité sociale.

Le chemin du compromis, sans compromission, est long et semé d'embûches. Il **honore ceux qui l'empruntent en prenant leur part de risques et de responsabilités**. Il est essentiel pour que les légitimes colères ne submergent pas la raison.

Merci d'avoir lu notre Flash Infos

Merci encore plus de réagir à ce texte,

Et de nous écrire vos réactions, qui dans la période actuelle sont essentielles pour nourrir notre réflexion sur la Démocratie !

Pour ce faire, adressez - nous votre réponse en cliquant sur le lien ci -dessous : contact@pacte-civique.org

ou directement dans l'espace commentaire de notre site internet : [Vers une culture du compromis en France](#)

Ensemble restons fidèles à nos valeurs !